

## **DE LA THEORIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT AUX HYPOTHESES DE LA «SEMI-INDUSTRIALISATION» APPROCHE SPATIALE (REGIONALE ET INTERNATIONALE)**

*Claude Courlet(\*)*

### **Introduction**

Cette note se situe à l'intersection d'un certain nombre d'interrogations qui concernent les problèmes d'industrialisation et de développement économique dans les espaces sous-développés.

D'un côté, nous avons dû nous interroger sur la signification de la croissance économique analysée au sein d'un espace donné et supposé plus ou moins arbitrairement autonome. A ce niveau, nous nous sommes intéressés principalement aux industries dites motrices ainsi qu'à leur aptitude à tisser des relations avec d'autres secteurs et à promouvoir une cohérence interne.

D'un autre côté, la notion de sous-développement demeure confuse; elle est liée à l'idée de pauvreté, à celle de périphérie, de dépendance qui sont autant de notions, d'expressions sur lesquelles nous nous interrogeons. Ceci nous incite à relativiser le couple richesse-pauvreté et nous invite à effectuer une analyse en termes de relations.

Le texte qui suit essaye de répondre à ces questions.

Il ne s'agit pas ici de prétendre résoudre l'ensemble des problèmes relatifs à la croissance des économies sous-développées et aux relations entre espaces inégalement développés. Ce que nous voulons, tout d'abord, c'est montrer comment nous avons dû nous dégager successivement d'analyses capables d'expliquer une situation à un moment donné, mais incapables de rendre compte des évolutions récentes parce qu'elles renvoient à une conception beaucoup trop globalisante des phénomènes de développement et de sous-développement. Ce que nous voulons, ensuite, c'est ouvrir une voie recherchant à expliquer l'évolution récente de certaines économies en voie de développement rapide. Dans cette perspective nous proposons une série d'hypothèses qui demandent à être précisées et complétées.

Nous savons qu'il a fallu attendre une date relativement récente (les années quarante et le début des années cinquante) pour voir apparaître les premiers éléments d'approche du développement et de ses inégalités dans l'espace. Les différentes analyses qui se sont développées en ce domaine ont conduit à opposer de plus en plus deux mondes. Le premier, le centre, considéré comme un tout homogène est constitué des pays capitalistes industrialisés et développés. Le second, la périphérie, envisagée également comme un tout indifférencié par une désarticulation profonde de leur économie. Le monde sous-développé apparaît, au fil des analyses, comme le produit du développement capitaliste au centre et son exploitation s'effectue principalement par l'échange de produits à laquelle s'ajoute celle basée sur les flux de capitaux.

---

\* Assistant à L'UER de Sciences Economiques, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

L'évolution récente et la crise viennent troubler cette image de deux mondes distincts. Nous avons dû, en effet, à côté d'un fractionnement de plus en plus grand de l'espace économique mondial, prendre en compte la différenciation croissante entre les économies périphériques, l'industrialisation et l'émergence de certaines d'entre-elles sous l'impact d'acteurs déterminés et d'une plus grande insertion dans l'économie mondiale.

Quelles sont les causes de cette «décentralisation» de l'accumulation à la périphérie du système capitaliste? Pourquoi l'industrialisation rapide et différenciée de certaines périphéries? Quels sont les effets de cette industrialisation rapide sur les économies concernées? A quel type d'insertion dans le réseau de relations internationales correspond cette industrialisation rapide de certaines économies en voie de développement?

L'objectif de ce texte est d'apporter des éléments de réponse à de telles questions.

Dans une première partie, il se propose d'évaluer très rapidement la part des principaux courants d'analyse par rapport à ces évolutions et interrogations.

Dans une seconde partie, il s'efforce de mettre en avant nos propres hypothèses et interprétations dans ce domaine.

## **I — Acquis théoriques et modalités d'une remise en cause**

Sans entrer dans le détail des discussions nées autour du problème de la définition du concept de croissance ou de développement, on peut dire, qu'en général, l'approche suivie est celle qui considère la croissance économique comme un accroissement continu du produit national total et du produit national par habitants<sup>(1)</sup>. C'est l'aspect le plus facilement perceptible et quantifiable qui est, par ailleurs, lié aux changements profonds et rapides qui apparaissent dans la structure d'une économie caractérisant nettement les variations quantitatives associées à la croissance moderne. Cette croissance est désignée d'habitude par le terme «industrialisation» et ses deux éléments constitutifs essentiels «urbanisation» et «mécanisation»<sup>(2)</sup>.

La tendance sera alors à l'analyse de la dynamique du système industriel en se basant sur l'hypothèse que l'étude de l'expérience de pays actuellement industrialisés est suffisante pour comprendre l'évolution des pays en voie de développement. En d'autres termes, on accepte l'idée que le développement se vérifie à travers le passage obligatoire d'une série d'étapes. On reconnaît ici la théorie des étapes de la croissance<sup>(3)</sup> et celle qui en constitue un avatar, du développement dualiste<sup>(4)</sup>.

De nombreuses critiques ont été faites à cette conception de la croissance économique par étapes successives.

(1) S. KUZNETS «Croissance et Structure Économique» — Calmann Levy 1972.

(2) S. KUZNETS — op. cit.

(3) C. CLARK «The Conditions of Economic Progress» — London Mc Millan 1940.  
W.W. ROSTOV «The Stages of Economic Growth» — Cambridge, Mass 1960.

(4) Pour un exposé des différents thèmes du développement dualiste, voir notamment C. BENETTI «L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés» — Anthropos 1974.

## 1 — Développement et inégalités

Les premières sont issues d'auteurs qui, partis de la critique de la théorie néo-classique ont montré comment des mécanismes particuliers débouchent sur la persistance d'inégalités de développement dans l'espace et ont préconisé une intervention active de l'Etat pour lutter contre le sous-développement G. G. Myrdal, Th. Balogh, R. Prebisch, F. Perroux (pôles de croissance), Hirschmann, G. Destanne de Bernis (industries industrialisantes). Un certain nombre d'expériences montrent les difficultés rencontrées dans l'application des politiques dérivant de ces modèles d'analyse: difficultés dont la plupart tiennent à une sous-estimation réelle des influences extérieures. Il s'agit ici d'un aspect fondamental qui réside dans le fait que ces théories n'intègrent pas explicitement et ne prennent pas en compte les pressions et les déformations induites de l'extérieur et qui s'exercent à chaque phase d'un processus de croissance d'un pays en voie de développement.

## 2 — La théorie de la dépendance et ses limites

Pour rendre compte des transformations des économies sous-développées depuis la seconde guerre mondiale, les économistes marxistes ont développé une analyse mettant l'accent sur l'extension des rapports de production capitalistes dans les pays dominés comme autre face de la perpétuation dans les pays développés d'un capitalisme devenu monopoliste. A côté d'un impérialisme entendu comme procédé de négation des contradictions internes des pays capitalistes au centre (analyse de Lénine et de Rosa Luxembourg), se développe la conception d'un impérialisme entendu comme exploitation des PVD. Les économies du Tiers-Monde ne sont plus des économies sous-développées en soi, mais des économies capitalistes périphériques.

Selon les tenants de cette théorie<sup>(5)</sup>, l'industrialisation en économie capitaliste sous-développée (due à une technologie mise au point dans les économies capitalistes développées) s'accompagne de la concentration des revenus au détriment des salaires et, la baisse de la part des salaires est d'autant plus accentuée que l'industrie est plus dynamique, ceci parce que les salaires augmentent moins que la productivité. Cette concentration des revenus aura à son tour des conséquences néfastes sur l'accumulation du capital et donc sur la croissance de ces pays. Dans cette perspective, la présentation du modèle d'accumulation sera centrée, sur l'analyse de la demande solvable, celle-ci étant commandée par la répartition des revenus. Cette répartition très inégale est héritée de l'étape où l'économie était centrée autour de la production et de l'exportation de produits primaires, la demande de produits manufacturés étant satisfaite par des importations. L'extension du marché de biens manufacturés se serait surtout faite sous l'impulsion des besoins diversifiés des détenteurs de revenus élevés.

---

<sup>(5)</sup> PA. BARAN et P. M. SWEEZY; DE SANTOS, FUSTADO, S. AMIN, C. BENETTI, SALAMA, JACQUEMOT.

Le processus d'industrialisation qui se réalise par substitution d'importation s'oriente rapidement vers les biens de consommation durables et éventuellement vers les biens de capital, cette évolution favorisant les produits de luxe au détriment des biens de consommation de masse et renforçant l'inégalité dans la répartition. L'idée sous-jacente est que les besoins de consommation de la classe dominante déterminent le processus d'industrialisation. L'industrialisation par substitution d'importation commencera par la fin, c'est-à-dire par les produits correspondants aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens durables.

Les facteurs fondamentaux pris en compte sont l'étroitesse du marché découlant de l'inégalité extrême des revenus, l'ampleur du taux de croissance de la productivité due à l'importation de la technologie du centre, la formation de capacités excédentaires, le freinage du taux de croissance de l'accumulation et par suite du taux de croissance de l'économie.

Leur combinaison constitue la trame d'un raisonnement dont les étapes essentielles sont constituées par les deux liaisons suivantes; dépendance technologique et concentration des revenus d'une part, et concentration des revenus et blocage de la croissance, d'autre part.

## **2.1 — Le mythe du blocage par la dépendance**

A. Cournanel<sup>(6)</sup> a montré en quoi le thème la dépendance technologique et celui de la concentration des revenus étaient injustement liés au blocage des processus d'accumulation et de croissance. Dit autrement, comme le fait Cardoso<sup>(7)</sup>, la dépendance, la concentration des revenus et d'une manière générale les contradictions mises en avant par les tenants de la théorie de la dépendance existent effectivement, mais elles n'empêchent pas le capitalisme de progresser à la périphérie car elles constituent des composantes essentielles de ce mode de production.

## **2.2 — La sous-estimation des dynamismes internes aux économies moins développées**

Par ailleurs, l'analyse de la dépendance sous-estime les capacités d'action d'une bourgeoisie et/ou d'un Etat fort dans certaines économies sous-développées. Les déterminants externes, les flux avec l'extérieur, la dépendance sont tels qu'ils interdisent toute croissance réelle à la périphérie. Dans un tel contexte, les économies moins développées n'ont pas de particularités (notamment au niveau de leur bourgeoisie et de leur Etat) pour introduire des différenciations significatives entre-elles.

---

<sup>(6)</sup> A. Cournanel «L'analyse du capitalisme périphérique en question: la théorie de la dépendance-stagnation». Tiers-Monde, n.º 77, 1979.

<sup>(7)</sup> CARDOSO, «Una critica a las tesis actuales sobre desarrollo y dependencia en America Latina», Transnacionalizacion y dependencia. Instituto de Cooperacion Iberoamerica, Madrid, 1980.

Or, les bourgeoisies de certaines économies en voie de développement croissent au point de dépasser le rôle de simple relais des bourgeoisies du centre. Certains éléments s'agrègent pour former un ensemble plus homogène, un centre local organisé doué d'une relative stabilité et tendant à évoluer d'une manière un peu plus autonome. Pour cela, les bourgeoisies doivent asseoir leur pouvoir économique et organiser la destruction des structures précapitalistes, unique façon d'obtenir une nouvelle force de travail et de dégager une masse croissante de plus-value.

D'autre part, l'Etat n'est pas que l'agent que gère les projets économiques de classes bourgeoisies (simples appendices des bourgeoisies du centre) ou qui gère les projets des firmes multinationales. Dans un certain nombre de cas, l'Etat apparaît comme une force capable d'orienter les choix économiques et sociétaux. Dans certains pays (Algérie, Egypte, par exemple), le rôle de l'Etat a été décisif au moment du déclenchement de l'accumulation interne du capital. Dans d'autres pays, possédant déjà une tradition industrielle, l'intervention étatique toujours présente a été cruciale lors de l'entrée en crise de l'économie nationale, en particulier lorsque le modèle d'import-substitution a épuisé ses effets. Dans le cas de l'Espagne au début des années soixante, ou du Brésil autour des années soixante dix, il est incontestable que l'Etat a permis le déblocage économique par un changement radical dans sa stratégie économique: libéralisation de l'économie, réforme du commerce et des paiements extérieurs, orientation massive et volontariste des investissements au profit des secteurs essentiels (énergie, transport, grandes unités pétrochimiques, sidérurgiques et de l'électromécanique...), réorganisation des industries de biens de consommation pour favoriser leurs exportations<sup>(8)</sup>.

## **II — Diversification de l'approche: mieux appréhender l'articulation entre spécificités internes et contraintes externes.**

Dans des conditions qui démentent les prédictions des théoriciens de la dépendance, un certain nombre d'économies et en particulier quelques-unes en Amérique Latine, ont montré durant ces 10 ou 15 dernières années, des taux de croissance sensiblement supérieurs à ceux enregistrés par l'ensemble des pays en voie de développement et par la plupart des pays capitalistes industrialisés.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'un projet national indépendant ni d'une réussite d'une politique d'import-substitution. Dans le cas de l'Espagne, par exemple, nous avons vu que cette stratégie débouchait sur une stagnation et nécessitait une ouverture à l'extérieur pour dépasser ses propres contradictions<sup>(9)</sup>.

---

<sup>(8)</sup> C. COURLET «L'économie espagnole: perspectives et enjeu européen» Notes et études documentaires, 20 Nov. 1981.

A. FRANCAIS: «Un cas d'industrialisation dépendante: le Brésil», Cahiers IREP/Développement 1: «La semi-industrialisation», 1981.

<sup>(9)</sup> C. COURLET 'L'économie espagnole... Op. cit. p. 8 et ss..

Nous sommes en présence d'une phase de développement auto-entretenu dû à la présence d'acteurs déterminés et à une plus grande intégration dans l'économie mondiale. Cette intégration permet une croissance économique subordonnée, mais ne conduit pas au blocage comme l'indiquent les tenants de la théorie de la dépendance.

Cette situation intervient lorsque les liaisons entre le centre et certaines périphéries sont très développées, les différents mécanismes de mobilité permettant au centre de mieux intégrer celles-ci. Le cadre de validité du schéma exprimé ici n'est pas encore pleinement valable au niveau mondial. Cette situation intervient quand existe une intégration développée entre les espaces, c'est-à-dire quand aucun obstacle institutionnel ou matériel ne vient interdire ou limiter la mobilité des activités.

Ce type de relations caractérise surtout, aujourd'hui, les structures régionales au sein des économies avancées. On le trouve aussi à l'échelon international entre pays avancés (USA, Japon, CEE) et certains pays en voie de développement d'Amérique Latine (Brésil, Mexique, Argentine), d'Asie du Sudest (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan) ou d'Europe Méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, Turquie).

## 1 — L'analyse au niveau régional.

Dans un travail consacré à l'analyse des déséquilibres régionaux Nord-Sud en Italie<sup>(10)</sup>, nous avons montré que le Midi italien perdait les aspects les plus typiques d'un espace sous-développé, pour connaître une industrialisation rapide et récente, renvoyant à de nouvelles formes d'insertion extérieure et de dépendance.

La naissance et le développement du capitalisme a souvent engendré en Europe le sous-développement régional: ruine de la petite paysannerie et de l'industrie régionale naissante.

En ce qui concerne l'Italie, l'unification économique et politique de ce pays, à partir de 1861, a eu pour résultat la disparition de l'industrie méridionale. Une longue période va progressivement s'instaurer durant laquelle vont s'opposer d'une part, un Nord possédant une structure très industrialisée avec une agriculture marchande reposant sur la petite et moyenne propriété et une entreprise capitaliste et, d'autre part, un Sud avec une agriculture arriérée et de grands latifundias jouant la fonction d'approvisionnement en produits alimentaires de l'industrialisation du Nord. La coexistence entre ces deux ensembles va s'opérer alors par la médiation du prélèvement tributaire et fiscal, du système bancaire (drainage des capitaux du Sud pour être investis dans le Nord) et du système politico-administratif. Jusqu'à la chute du fascisme, le Sud va être subordonné au Nord et exploité, et cette exploitation va pouvoir s'effectuer à travers l'unification du marché national et la structure politico-administrative du pays.

---

<sup>(10)</sup> C. COURLET «Capitalisme et différenciation régionale — Analyse de la différenciation régionale, Nord-Sud en Italie 1950-1975», IREP, 1977.

Mais le capital concentré en certains points privilégiés de l'espace n'a pu admettre indéfiniment une telle situation. L'ouverture d'espaces toujours plus nombreux est devenu pour celui-ci et pour la région industrialisée du Nord (Piémont, Lombardie, Ligurie) un impératif dominant, après la seconde guerre mondiale.

La région développée a tenté par tous les moyens d'intégrer l'espace régional du Sud dans l'ordre des relations dominées par elle, conviant ainsi la région sous-développée à une révolution intégrale à partir du début des années cinquante. Une fois accomplie une telle révolution, il n'y a plus sous-développement au sens courant du terme. Il y a intégration de plus en plus grande de l'économie moins développée dans le réseau d'échanges impulsé par la région développée. Il est alors de l'intérêt du capitalisme national et du capital concentré dans la région développée d'accélérer et de renouveler ce processus d'intégration en procédant à l'élargissement spatial des déplacements d'activités: les investissements privés dans la région moins développée du Sud trouvent ici leur logique et la politique régionale son véritable sens.

1.1. Ce processus d'intégration ne s'effectue pas d'une manière uniforme et linéaire. Il s'effectue en fonction de la logique de reproduction de l'ensemble économique et social dominant selon des phases bien tranchées dans le temps. Ces phases sont caractérisées par une utilisation différentielle de l'espace moins développé et correspondent à des stratégies de développement et d'accumulation différentes des principaux secteurs d'activité concentrés dans la région développée et des groupes sociaux qui les représentent. En ce qui concerne l'Italie, il a été possible de distinguer deux phases.

La première phase (1951/52 — 1961/62) correspond à une stratégie d'accumulation extensive. Elle est caractérisée par un taux de croissance du produit national et des exportations élevé, une augmentation de l'emploi, des migrations internes importantes, un taux de croissance des salaires faible et un rapport capital/travail en croissance modérée. Cette phase implique une utilisation extensive de la force de travail se caractérisant par une division et une organisation du travail toujours plus poussée dans des établissements de plus en plus grands ou entre unités physiquement proches les unes des autres. Durant la plus grande partie de cette phase, la demande de travail dans le Nord est très forte. Grâce à la différence importante initiale des niveaux de salaire entre le Nord et le Sud, cette demande vigoureuse va pouvoir être satisfaite par un flux migratoire important et par un accroissement des écarts entre la région développée et la région sous-développée. Cet accroissement des différences régionales devient, au cours de cette période d'accumulation «extensive», une fonction du mode d'accumulation des secteurs dominants concentrés au Nord.

En tendant à étendre la petite propriété à l'ensemble de l'agriculture par la réforme agraire, contribuant ainsi à la formation d'une véritable force de travail prête à la mobilité sectorielle et territoriale d'une part, et en privilégiant les travaux d'infrastructure au détriment de l'aide à l'industrialisation

d'autre part, la politique régionale va contribuer à accroître les déséquilibres entre le Nord et le Sud et à accélérer les processus migratoires du Sud vers le Nord.

La seconde phase (après 1961-62) correspond à une stratégie d'accumulation de plus en plus intensive. Elle est caractérisée par un taux de croissance du produit national et des exportations moins élevé, une diminution des emplois, une chute des migrations internes, un taux de croissance des salaires très fort et par un rapport capital/travail qui croît beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Cette phase correspond à une stratégie impliquant une utilisation «intensive» de la force de travail: augmentation des cadences, sélection croissante des travailleurs au niveau de certaines caractéristiques: âge, sexe, santé, etc...

Cette phase d'accumulation intensive va pouvoir être corrélée avec une série de transformations au niveau territorial. C'est à partir de ce moment, qu'avec le soutien actif de l'Etat, un redéploiement industriel régional en direction du Sud a lieu. Ce sont tout d'abord les créations des pôles de croissance dans le raffinage du pétrole, la chimie de base et la sidérurgie; en fin de période, avec l'augmentation sensible du coût de reproduction de la force de travail et des salaires dans le Nord, on assiste également à la délocalisation partielle des industries de main d'oeuvre, automobile, électroménager, etc.

Ainsi, en fonction des phases d'accumulation qui se déroulent dans l'espace industrialisé, la région sous-développée va apparaître tantôt comme aspirée par la région industrialisée (émigration), tantôt comme le siège de délocalisations massives (formation de pôles industriels-lourds chimiques et sidérurgiques) ou plus diffuses (industries de main d'oeuvre).

1.2 Les délocalisations effectuées dans le Midi italien ont provoqué un mouvement d'industrialisation important. La part de l'industrie dans le produit brut au coût des facteurs de la région augmente de 25% en 1961 à près de 30% en 1977, la part dans l'industrie italienne passant, elle, de 15% à 18% durant la même période. Entre 1961 et 1976, les effectifs employés dans l'industrie manufacturière passent de 600 000 à 1 100 000 unités environ.

Mais cette industrialisation va donner au développement de la région moins développée un caractère exogène (impulsé par les entreprises venues du Nord de l'Italie et de l'étranger), et va conférer à ce dernier un caractère dépendant; les centres de décisions restant pour l'essentiel dans le Nord de l'Italie. Les éléments nouveaux qui constituent désormais la structure de base de la région expriment leur cohérence par rapport au reste du pays et principalement la région développée. L'essentiel des productions industrielles du Sud va être expédié et valorisé à l'extérieur de la région, principalement au Nord. Ce n'est qu'en fin de période que nous pouvons noter quelques indices de mise en relation entre les industries de biens intermédiaires (chimie de base, sidérurgie) et certaines industries de biens de consommation durables nouvellement délocalisées (automobile, électroménager).

Enfin, ce processus d'industrialisation conduit à une différenciation interne de l'espace économique moins développé.



Cette analyse au niveau régional a montré comment les rapprts entre un espace développée (le Nord) et un espace moins développé (le Sud) ne se reproduisent pas à l'identique, mais se modifient sensiblement au cours du temps en fonction des modifications du processus d'accumulation dans le centre développé. Par ailleurs, cette évolution ne conduit pas au blocage de la croissance dans l'espace moins développé; il y a un processus d'industrialisation qui, certes, renvoie à de nouvelles formes de dépendance, à certains dysfonctionnements, mais il n'y a plus reproduction du sous-développement ou «développement du sous-développement».

Cependant, cette analyse des déséquilibres en Italie a encore insisté sur l'extrême subordination d'un espace à un autre. Elle a laissé de côté certains aspects importants qui regardent le dynamisme propre de l'espace régional dominé: notamment émergence d'une nouvelle couche de propriétaires terriens et d'entrepreneurs locaux.

Il s'agit d'une dimension que nous ne pouvons pas ignorer dès que nous passons, au niveau international, à l'analyse de l'émergence d'un certain nombre de pays en voie de développement rapide caractérisés précisément par le rôle très actif d'un Etat puissant et l'affirmation progressive d'une bourgeoisie nationale.

## **2. L'analyse au niveau international: la «semi-industrialisation».**

L'industrialisation rapide et récente d'une région comme le Midi italien peut être rapprochée, dans un second temps, de l'industrialisation également rapide et de l'émergence d'un certain nombre d'économies en voie de développement. Nous avons vu d'ailleurs apparaître au cours de ces dernières années différents vocables pour qualifier ce phénomène: pays «semi-périphériques»<sup>(11)</sup>, «pays en voie de développement avancés»<sup>(12)</sup>, pays «semi-industrialisés»<sup>(13)</sup> ou encore «nouveaux pays industrialisés»<sup>(13)</sup>. Ces expressions s'appliquent à des pays dont la liste varie suivant les auteurs et les organismes; la Banque Mondiale<sup>(14)</sup> en a identifié 16 dont 5 en Asie, 4 en Amérique Latine et 7 en Méditerranée; l'O.C.D.E.<sup>(15)</sup> n'en a retenu que 11, dont 5 en Méditerranée, 4 en Asie et 2 en Amérique Latine, tout en estimant que 9 autres pays pourraient constituer d'éventuels candidats. Une vingtaine de pays au total appartiennent donc plus ou moins aux catégories relevant de la «semi-industrialisation»; ils comprennent un noyau dur, repris dans toutes les listes: Mexique et Brésil, Espagne, Portugal, Grèce, Turquie, Yougoslavie, Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour, puis une frange de «candidats»: Colombie et Argentine; Israël, Egypte, Iran et Algérie; Malaisie, Thaïlande, Philippines, Inde et Pakistan.

<sup>(11)</sup> I. WALLERSTEIN «Sous-développement et dépendance», Esprit, Février 1974.

<sup>(12)</sup> A.D.C. Advanced Developing Countries.

<sup>(13)</sup> N.I.C. New Industrialized Countries.

<sup>(14)</sup> Banque Mondiale «Rapport sur le développement dans le Monde» New-York, Août 1979.

<sup>(15)</sup> O.C.D.E. «L'incidence des pays récemment entrés dans la voie de l'industrialisation sur la production et les échanges mondiaux de produits manufacturés», Octobre 1978.

La recherche sur ces économies en voie d'industrialisation rapide est entreprise actuellement sous deux formes:

- collecte et analyse de données statistiques et de premières informations relatives à un certain nombre de pays afin de mener une analyse comparative transversale<sup>(16)</sup>;

- étude de cas: analyse de l'Espagne<sup>(17)</sup>, entreprise en parallèle avec l'étude d'autres pays — Corée du Sud, Brésil, Argentine — par des chercheurs de l'IREP<sup>(18)</sup>. Ce type d'étude privilégie l'interprétation d'un processus national de croissance et montre qu'une analyse adéquate de telles économies doit rendre compte de l'articulation entre les processus internes à chacune d'entre elles et le cadre général dans lequel ceux-ci s'inscrivent.

Cette recherche tente d'aller au delà du simple constat des faits qui, par ailleurs, a été largement effectué par un certain nombre d'organismes comme la Banque Mondiale et l'OCDE pour proposer plusieurs hypothèses encore grossières, quant au fonctionnement de telles économies.

Les premiers éléments d'analyse recueillis montrent que ces économies sont hétérogènes sous bien des aspects: qu'il s'agisse des cheminements historiques de leur croissance: dans certains cas (Argentine, Brésil, Espagne, Portugal...), les structures industrielles sont relativement anciennes: elles datent d'avant la seconde guerre mondiale; pour d'autres (Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Algérie, Iran), elles sont beaucoup plus récentes; qu'il s'agisse du niveau de revenu: dix fois plus élevé en Espagne qu'en Egypte; du taux de croissance démographique: quatre fois plus élevé au Mexique qu'en Grèce; d'ouverture à l'économie mondiale: douze fois plus large à Hong Kong qu'au Brésil... Elles relèvent toutefois ou tendent à relever d'une catégorie commune — la «semi-industrialisation» — dans la mesure où:

- elles sont marquées par une croissance rapide de leur industrie et de leur industrie manufacturière en particulier;

- elles tendent à relever d'un processus d'accumulation du capital spécifique par rapport à celui qui a caractérisé jusqu'à présent l'ensemble des pays en voie de développement;

- enfin, elles sont encore défavorisées dans l'économie mondiale et sont nécessaires à l'extension de la Division Internationale du Travail.

---

(16) En ce sens, C. COURLET «Eléments quantitatifs sur la croissance et l'internationalisation de 13 économies semi-industrialisées». IREP, Avril 1979. Egalement C. COURLET, P. JUDET «Paradoxes et enjeux de la semi-industrialisation». Le Monde Diplomatique, Décembre 1979.

(17) C. COURLET «L'économie espagnole», op. cit.

(18) Notamment P. JUDET «La semi-industrialisation: le cas de la Corée du Sud», Cahier IREP. D. 1, op. cit.

P. JUDET, «Les nouveaux pays industriels». Editions ouvrières 1981.

## **2.1. La composante industrie manufacturière.**

### **a) Le développement de la production manufacturière.**

Sur le plan économique, les pays «semi-industrialisés» ont connu un taux de croissance particulièrement élevé de leur produit intérieur brut: 6,3% par an en moyenne au cours de la période 1960-1977 pour les pays étudiés par la Banque Mondiale, ce taux dépassant 7% dans 6 cas et atteignant 10% en Corée du Sud, de telle façon que le PNB par tête de ces pays s'est accru plus rapidement que celui des pays capitalisés industrialisés, réduisant ainsi l'écart avec ceux-ci (voir tableau ci-après).

TABLEAU 1

## Indicateurs de base des principaux pays semi-industrialisés

	Population (millions) 1977	PNB par hb (\$) 1977	Taux de croissance annuel moyen						% de la main d'œuvre em- ployée dans l'agriculture 1960 1977		% des indus- tries manu- facturières dans le PIB 1960 1977		Valeur ajoutée du secteur manufactu- rier (millions de dol- lars de 1970) 1976	% des produits manufacturés dans les exporta- tions de marchandises 1960 1977		Valeur des expor- tations de biens manufacturés (millions de \$) 1977
			PNB par tête 1960-1977	PIB 1960-1977	Industrie 1960-1970	Industrie 1960-1977	Secteur manufacturier 1960- 1977	Secteur manufacturier 1960- 1977								
BRESIL	116,1	1360	4,9	8,0	9,7	11,6	6,4	13,8(2)	52	42	26	—	19.147	3	25	3.141
ESPAGNE	36,3	3190	5,2	6,4	9,4	4,9	9,7	7,3(3)	42	19	27	30	15.739	22	69	7.214
GRECE	9,2	2810	6,2	6,7	9,4	5,1	10,2	7,0	56	40	16	19	2.601	10	49	1.373
ISRAEL	3,6	2850	4,8	8,0	—	5,3	—	6,1	14	8	23	30	2.380	61	78	2.453
PHILIPPINES	44,5	450	2,5	5,5	6,0	8,7	6,7	6,8	61	51	20	25	2.334	4	24	764
REP. de CHINE (Taiwan)	16,8	1170	6,2	9,1	16,4	12,2	17,3	12,5	56	34	22	27	4.278	—	85	7.925
REP. de COREE	36,0	820	7,4	10,0	17,2	17,0	17,2	19,3	65	44	12	25	3.934	14	88	8.430
TURQUIE	41,9	1110	4,1	6,4	9,4	8,9	10,7	—	78	62	13	20	3.294	3	24	431
MEXIQUE(1)	63,3	1120	2,8	7,3	5,0	9,3	6,2	9,4	55	34	23	28	12.174	12	52(4)	1.182
ARGENTINE(1)	26,0	1730	2,7	4,2	2,9	6,0	2,8	5,7	20	14	31	37	8.248	4	25	1.349
PORTUGAL(1)	9,6	1890	6,0	6,2	5,3	8,8	4,8	8,9	44	27	29	36	2.481	55	68	1.420
YOUgoslavie(1)	21,7	1960	5,6	5,8	7,1	6,3	9,2	5,7	64	42	36	—	5.423	37	70	3.415
HONG KONG(1)	4,5	2590	6,5	10,0	8,2	6,8	6,3	8	2	25	26	—	1.314	80	97	7.267
SINGAPOUR(1)	2,3	2880	7,5	8,8	8,6	12,6	8,6	13,0	8	2	12	25	707	26	46	3.626
COLOMBIE(1)	24,6	720	2,7	5,1	6,4	6,0	5,9	5,7	51	31	16	19	1.746	2	22	466
EGYPTE(1)	37,8	320	2,1	4,5	7,9	5,4	5,2	4,7	58	51	20	24	1.882	12	27	429
ENSEMBLE DES PAYS SEMI-INDUSTRIALISÉS	494,2	1315	4,4	6,3					54	39	25	28	87.682	22	58	50.885
Ensemble des PVD ( à faible revenu ( ≤ 250 \$ ( à revenu inter- ( médiaire ( > 250 \$	1193 936	170 1140	1,4 3,6	3,9 6,2	3,2 6,1				77 59	75 50	11 22	13 24	) ) 123.237 )			) ) 65.879 )
PAYS INDUSTRIALISÉS	661	6980	3,4	5,1	3,1				25	10	30	27	672.002			531.669

Source: Elaboration à partir des rapports sur le développement dans le Monde de la Banque Mondiale, 1978 et 1979 et du Yearbook of Industrial Statistics, Edition 1976

— Notes: (1) Pour ces pays, le taux de croissance du PIB est fourni pour les périodes 1960-70 et 1970-77  
(2) 1970-76  
(3) 1970-75  
(4) 1975

L'industrialisation a constitué le moteur de cette croissance. Au cours de la période 1960-1977, les taux de croissance annuels moyens de la production industrielle ont, dans la majorité des cas, dépassé les taux de croissance moyens du PIB; ils ont été en général plus proches de 10% que de 5% et ont même atteint 17% en Corée du Sud.

Dans l'ensemble, ce sont les industries manufacturières (hors Extraction et Bâtiment et Travaux Publics) qui ont été les plus dynamiques et qui ont marqué ce processus d'industrialisation intense. L'industrie manufacturière contribue en moyenne dans les pays retenus par la Banque Mondiale pour près de 30% à la formation du Produit Intérieur Brut, pourcentage identique à celui enregistré dans les pays industrialisés avancés. La valeur ajoutée totale des industries manufacturières de ces pays représente plus de 70% de la valeur ajoutée des industries manufacturières de l'ensemble des pays en voie de développement. Désormais, elle représente près de 15% de la valeur ajoutée totale des industries manufacturières des pays industrialisés. Désormais aussi, les effectifs employés dans l'industrie manufacturière des pays «semi-industrialisés» sont loin d'être négligeables: plus de 20 millions de personnes en 1977 dans 16 pays retenus par la Banque Mondiale (contre 9 millions en 1960), soit le tiers environ des effectifs employés dans les industries manufacturières des pays industrialisés de l'O.C.D.E.

La croissance du produit global qui s'est poursuivie sur un rythme soutenu tout au long de la période 1960-77 est donc à lier à la croissance des industries manufacturières. Cependant, en dépit de cette industrialisation remarquable, l'agriculture demeure une source importante de revenus dans les pays semi-industrialisés. Si nous omettons Hong Kong et Singapour, la production agricole de nombreux pays semi-industrialisés a progressé à des taux annuels approchant ou dépassant les 3% entre 1960 et 1977<sup>(19)</sup>.

#### b) La constitution d'une base industrielle lourde.

Les industries privilégiées sont celles des biens de consommation et, de plus en plus, celles des biens intermédiaires: matériaux de construction, papier-carton, chimie, métallurgie de base. Ceci se constate notamment en Espagne où ces industries ont reçu plus du tiers des investissements industriels entre 1968 et 1976<sup>(20)</sup>. Nous constatons d'ailleurs ce phénomène pour la plupart des pays semi-industrialisés. En reprenant l'analyse des importations en produits manufacturés des principaux pays semi-industrialisés (Espagne, Yougoslavie, Mexique, Brésil, Israël, Inde, Singapour, Corée du Sud, Hong Kong) en provenance des USA, du Japon et de la CEE, effectuée par C. Nème et X. Cornu<sup>(21)</sup>, nous notons en effet:

— la faible part des importations de biens de consommation, ce qui constitue, par ailleurs, le signe d'une industrialisation tournée vers le marché intérieur;

<sup>(19)</sup> Banque Mondiale, *op. cit.* p. 101.

<sup>(20)</sup> C. COURLET «L'économie espagnole», *op. cit.*, p. 32.

<sup>(21)</sup> C. NÈME, X. CORNU «Les relations entre la CEE et le groupe des PVD les plus dynamiques» Colloque Saint Maximin, octobre 1978, CERSEI.

— la part relativement plus faible des importations en biens intermédiaires par rapport aux importations en biens d'équipement. Cette part tend à diminuer ou à stagner entre 1970 et 1975, ce qui est le signe d'une nette orientation de l'industrialisation en direction des industries de biens intermédiaires;

— l'importance des importations en biens d'équipement (entre la moitié et les deux tiers des importations), ce qui traduit globalement la faiblesse de cette catégorie d'industries.

Cependant, il faut souligner le développement récent et spectaculaire de telles industries. De la base de Chang Won en Corée du Sud, à la création d'Equipos Nucleares (génie nucléaire) ou de Secoinsa (informatique) en Espagne, il ne faut pas oublier en effet que ces pays sont en train de se doter d'une industrie de biens de capital, appuyée sur des capacités nationales d'ingénierie et de R et D, qui privilégie dans certain cas, les fabrications destinées aux industries de base; par exemple, en Espagne, avec l'importance des biens d'équipement fabriqués sur commande<sup>(22)</sup>, au Brésil et en Inde aussi où selon P. Castella<sup>(23)</sup>, les achats de la chimie, de la sidérurgie et de l'industrie électrique représenteraient une part très importante du marché intérieur de biens d'équipement.

#### c) Croissance et diversification des exportations de produits manufacturés.

En volume, les exportations des pays semi-industrialisés se sont accrues rapidement et, dans de nombreux cas, plus rapidement que celles des pays industrialisés.

Cette progression s'effectue à partir du développement rapide des exportations de produits manufacturés. Ainsi pour l'ensemble des 16 pays retenus par la Banque Mondiale, la part des produits manufacturés dans les exportations passe de 20% à 60% environ entre 1960 et 1976, l'évolution étant particulièrement remarquable pour l'Espagne (de 22% à 69%), la Corée du Sud (de 14% à 88%) et le Mexique (de 12% à 52%). Les exportations totales de ces pays représentent en 1977 près de 80% des exportations de produits manufacturés de l'ensemble des pays en voie de développement.

Si, dans les pays d'Asie du Sud-Est (Corée du Sud ou Hong Kong) au Portugal et en Grèce, les exportations de produits manufacturés ont surtout porté sur les vêtements, les textiles et les produits divers des industries légères, elles intéressent également certains produits intermédiaires (engrais, acier) et des industries mécaniques: la part de neuf pays «semi-industrialisés» (Argentine, Brésil, Grèce, Inde, Corée du Sud, Mexique, Portugal, Espagne et Turquie) a été multipliée par 6,5 entre 1963 et 1976, passant de 0,35% à 2,3%.

---

(22) METRA — SEIS — Techniberia España «Etude sur l'évolution et le développement de l'industrie des biens d'équipement en Espagne» Cnuced ID/W.G. 324/2 Août 1980.

(23) P. CASTELLA «Les pays en voie de développement peuvent-ils produire leurs propres biens d'équipement» Le Monde Diplomatique. Septembre 1977.

De plus ces exportations industrielles se diversifient: le Brésil, l'Inde, Singapour, la Corée du Sud, le Mexique et Taiwan exportent actuellement plus de 150 catégories de produits manufacturés. Cela traduit un processus d'intégration croissante de ces économies dans l'économie mondiale ainsi que le passage progressif de certaines d'entre elles d'une spécialisation intersectorielle à une spécialisation intra-sectorielle<sup>(24)</sup>.

## 2.2 — L'accumulation du capital dans les économies «semi-industrialisées»: un processus spécifique.

- a) *Une des principales caractéristiques des processus d'accumulation dans les pays «semi-industrialisés» réside dans les conditions particulières de la reproduction de la force de travail.*

La spécificité de la reproduction de la force de travail dans les pays de la périphérie a été analysée jusqu'à présent comme l'absence totale de rôle joué par la masse salariale au niveau de la demande de biens de consommation produits dans le secteur capitaliste. Ceci impliquerait que la valeur de la force de travail ne connaît aucune limite à la baisse en termes de valeur d'échange. Il en découlerait deux tendances principales:

— la tendance à l'approfondissement de la situation. La faiblesse du taux de salaire empêcherait, comme nous l'avons vu, le développement d'un secteur fabriquant des «biens salaire» de consommation ouvrière et conduirait à accentuer le caractère extraverti de l'économie;

— la possibilité d'une répression ouverte de la classe ouvrière, ce qui a été ou est fréquemment le cas dans les pays «semi-industrialisés».

Ce type d'analyse, qui conclut à l'impossibilité d'un passage graduel à une accumulation plus «introvertie» se heurte cependant à ce que nous pouvons observer dans les pays «semi-industrialisés». Dans ces pays qui ont connu une accumulation du capital particulièrement vive (exception faite du Portugal, la part de la formation brute de capital fixe dans le Produit Intérieur Brut atteint 20% et souvent 25% dans les 16 pays retenus par la Banque Mondiale), l'apparition d'une couche locale relativement importante de cadres techniques et d'ouvriers spécialisés tend à modifier les conditions socio-économiques de l'accumulation du capital en infléchissant le profil de la demande et en rentabilisant l'apparition d'un certain nombre d'unités de production fabriquant des biens de consommation destinés au marché intérieur.

Cette évolution permet le renforcement des industries de biens intermédiaires et fournit à celles-ci la base à un développement en direction de ces industries de biens de consommation et donc du marché intérieur.

---

<sup>(24)</sup> En utilisant la formule de GRUBER pour mesurer cette spécialisation intrasectorielle, C. NEME et CORNU (cf. art. cit.) montrent que cette évolution est particulièrement sensible pour Israël, Singapour, la Yougoslavie, le Mexique et le Brésil.

Ainsi, il semble se dessiner dans les économies semi-industrialisées et notamment dans certaines d'entre-elles (la part de la production manufacturière exportée est de moins de 5% au Brésil et en Turquie, se situe entre 5% et 10% au Portugal et est de moins de 15% en Espagne et en Yougoslavie) une tendance orientée vers la satisfaction et le contrôle des marchés intérieurs.

Dans ce mouvement, les multinationales semblent jouer un rôle important en travaillant essentiellement pour ces marchés. Selon une enquête effectuée auprès de 580 entreprises transnationales opérant au Mexique dans le secteur manufacturier en 1971, 72% d'entre elles avaient un coefficient d'exportation inférieur à 1% et 89%, inférieur à 3%<sup>(25)</sup>. Pour les autres pays d'Amérique Latine cette tendance semble se confirmer, notamment pour le Brésil<sup>(26)</sup>. Ainsi l'examen des raisons qui ont poussé 42 entreprises anglaises et allemandes à venir s'implanter au Brésil souligne cet intérêt porté au marché intérieur. L'enquête montre par ailleurs que sur ces 42 entreprises, 4 totalisaient 98% des exportations de ces firmes; toutes les autres n'exportaient pratiquement pas ou n'ont pas augmenté de manière notable leurs exportations au cours de la période 1972-1976. Ce phénomène s'observe également pour la période 1972-74 en Espagne où les exportations réalisées par les entreprises étrangères ne dépassaient pas 10% de leurs ventes totales<sup>(27)</sup>, et en Grèce où les filiales étrangères implantées dans le secteur manufacturier ont vendu 90 à 95% de leur production sur le marché intérieur<sup>(28)</sup>.

*b) L'accumulation dans l'espace «semi-industrialisé» revêt également un caractère spécifique du fait du rôle particulier joué par l'Etat.*

Avec l'apparition de forts mouvements d'accumulation dans ces pays, l'Etat a été amené à jouer un rôle important, soit comme législateur et incitateur, soit comme maître d'oeuvre direct. Dans beaucoup de cas, c'est l'Etat qui définit les grandes orientations stratégiques pour la croissance. Dans cette perspective, il planifie, encadre et légifère. En outre l'Etat intervient directement en créant offices, entreprises publiques, sociétés nationales afin d'impulser quotidiennement l'activité économique depuis les secteurs industriels jugés stratégiques (mines, pétrole, énergie, sidérurgie, chimie) et les transports, télécommunications, jusqu'au secteur bancaire et financier. Par une politique d'investissement favorable au secteur des biens intermédiaires, l'Etat peut être par exemple source de surprofits pour les

---

<sup>(25)</sup> P. SALAMA «Spécificités de l'internationalisation du capital en Amérique Latine», Tiers Monde, n.° 74, avril-juin 1978.

<sup>(26)</sup> V. SCHLIEMANN «Les investissements étrangers directs au Brésil», Notes et Etudes Documentaires, La Documentation Française, n.° 4559-4560, 10 mars 1980.

<sup>(27)</sup> J. MUNOZ, S. ROLDAN, A. SERRANO «La internacionalización del capital en España 1959-1977», Cuadernos para el Dialogo, Madrid 1978.

<sup>(28)</sup> C. V. VAITSOS, Ph. de la SAUSSAY «Le second élargissement de la CEE et les stratégies des firmes transnationales», Revue d'économie industrielle, n.° 12, 1980.



entreprises privées dont la structure des coûts inclut une forte proportion de tels intrants. En assurant un approvisionnement régulier en biens de productions importés, il favorise une accélération de la production dans les secteurs à forte intensité capitaliste. En pratiquant une politique protectionniste, il peut favoriser le maintien d'un certain nombre d'entreprises industrielles. En préconisant une politique d'ajustement des salaires sur le niveau moyen de productivité dans l'industrie nationale, il tend à augmenter le différentiel productivité/salaire, et donc à favoriser l'accumulation du capital.

Cette intervention de l'Etat n'est donc pas incompatible avec la promotion de groupes capitalistes nationaux: Rumasa en Espagne, Tata en Inde, Bufete au Mexique, Villares au Brésil, Humdai et Dae Woo en Corée, China Steel Corp à Taiwan etc...

Cette action de l'Etat n'est pas non plus incompatible avec l'affirmation progressive, comme c'est le cas en Espagne d'une véritable oligarchie financière et industrielle nationale, également associée par ailleurs au capital étranger<sup>(29)</sup>.

Cette évolution peut déboucher dans certains secteurs (la chimie au Brésil) sur la création d'un véritable système d'alliance à trois<sup>(30)</sup>.

### 2.3 — La semi-périphérie.

La «semi-industrialisation» indique pour un pays en voie de développement, une mutation qualitative importante de son insertion dans l'économie mondiale. Celle-ci peut s'appréhender au triple niveau des échanges commerciaux, des flux financiers et de la technologie.

a) Dans leur processus d'intégration au sein de l'économie mondiale, l'économie «semi-industrialisée» reste encore désavantagée dans le système d'échanges internationaux existant. Exprimé en dollars courants, le déficit global des 11 pays retenus par l'OCDE au titre de leurs échanges de produits manufacturés a plus que doublé entre 1963 et 1976, passant de 4 milliards à 10 milliards de dollars<sup>(31)</sup>.

Dans ce système d'échange, le pays «semi-industrialisé» se tient entre les deux extrêmes et commerce ou essaie de commercer dans les deux directions; d'un côté avec le centre, bien sûr, avec qui il accroît son déficit commercial (pour les 11 pays retenus par l'OCDE, le déficit est multiplié par 4 entre 1963 et 1976, passant de 4 à 16 milliards de dollars); mais aussi avec la périphérie avec qui il accroît son excédent commercial (multiplié par près de 10, passant de 0,75 à 7 milliards de dollars).

---

<sup>(29)</sup> C. COURLET «L'économie espagnole», op. cit.

<sup>(30)</sup> P. EVANS «Dependent Development. The alliance of multinational state and local capital in Brazil». Princeton University Press 1979.

<sup>(31)</sup> OCDE, op. cit. p. 90.

Une des caractéristiques du commerce extérieur de ce type d'économies est de destiner, en effet, une part importante des exportations de produits manufacturés aux échanges Sud-Sud. Cette proportion se situe en 1976 entre 35%, et 50% en Grèce, Espagne, Brésil, Colombie et Singapour pour atteindre 64% en Argentine<sup>(32)</sup>. En ce qui concerne les articles manufacturés exportés vers les pays en voie de développement, ce sont les ventes de produits chimiques et de machines et matériel de transport qui ont le plus progressé<sup>(33)</sup>. D'ailleurs, ces pays semi-industrialisés exportent non seulement des produits industriels vers d'autres pays en voie de développement, mais leur vendent aussi technologie et ingénierie<sup>(34)</sup>.

On connaît les succès remportés par la Corée du Sud dans les pays en voie de développement du Sud-Est asiatique, mais également au Moyen-Orient (Arabie-Saoudite, Koweït, etc.): constructions de routes, de logements, d'installations portuaires et d'usines. De son côté, l'Espagne vend acier, équipement et navires aux pays en voie de développement et voit sa technologie et son engineering remporter des succès en Amérique Latine et, plus récemment, en Afrique. C'est aussi le Brésil, qui propose aux nations en voie de développement produits manufacturés, services d'ingénierie et coopération industrielle, après avoir testé leur efficacité sur son propre territoire<sup>(35)</sup>. Enfin, c'est l'Inde qui propose non seulement biens d'équipements et services d'ingénierie aux pays en voie de développement, mais aussi ses services technologiques.

Ces exportations de technologie vers les pays en développement concernent pour le moment des secteurs à évolution technologique lente et résultent d'un processus d'apprentissage et d'assimilation maîtrisé localement par les pays eux-mêmes<sup>(36)</sup>. Les firmes multinationales des pays industrialisés semblent n'intervenir que marginalement dans les exportations de technologie des pays semi-industrialisés. Cela est vrai de l'Inde ou de la Corée du Sud. Même au Brésil ou en Argentine où le rôle des firmes multinationales est important, le dynamisme des exportations de technologie dépend principalement des firmes locales. Dans le cas particulier de l'Argentine, les firmes multinationales réalisent 75% des exportations de produits manufacturés mais seulement 30% des exportations des usines clé-en-main et des services d'ingénierie<sup>(37)</sup>.

---

<sup>(32)</sup> Banque Mondiale, op. cit.

<sup>(33)</sup> La part des machines et du matériel de transport dans les échanges de produits manufacturés entre pays en voie de développement passe de 2,5% en 1960/61 à 6,3% en 1974/75 et celles des produits chimiques de 1,9% à 3,4% Cf. Journal de la Planification du Développement n.º 13. Nations-Unies, New-York, 1979, pp. 9 et 10.

<sup>(34)</sup> Sur ce point notamment: J. PERRIN «Des nouveaux exportateurs de technologies: les pays semi-industrialisés». Economie et Humanisme n.º 256, Décembre 1980.

<sup>(35)</sup> La Banco do Brasil a inauguré en février 1979 sa première succursale africaine à Abidjan afin de développer les échanges et la coopération industrielle avec l'Afrique.

<sup>(36)</sup> J. PERRIN, art. cit.

<sup>(37)</sup> J. KATZ et ABLIN «Technology and industrial export, a macro-economic analysis of Argentina's recent experience — IDB/ECLA, August 1978.

b) Les firmes multinationales ont joué un rôle important dans l'émergence des économies semi-industrialisées en orientant une part de plus en plus importante de leurs investissements en direction des industries manufacturières et en représentant un pourcentage substantiel des exportations de produits manufacturés de ces pays.

Cependant, si ces investissements privés directs ont joué un rôle important, ceux-ci sont désormais en voie de diminution relative par rapport à la masse croissante de crédits et de prêts octroyés par les grandes banques internationales à ces économies.

L'exemple coréen est significatif de cette évolution de la structure des financements étrangers, la part des investissements directs et transfert dans le total des flux de capitaux en provenance de l'extérieur passant entre 1962 et 1975 de 81% à 10,3% tandis que les emprunts s'élevaient de 19% à 89,7%. Nous notons également le même phénomène en Espagne où les prêts étrangers accordés aux entreprises prennent une place de plus en plus importante en voyant leur part passer de 3% sur la période 1959-1961 à 54% sur la période 1971/85<sup>(38)</sup>. Pour l'ensemble des 16 pays retenus par la Banque Mondiale, nous avons calculé que la part des investissements directs qui était déjà tombée à 20% des flux de capitaux extérieurs en 1970 chute à 15% en 1977.

Le développement des crédits et prêts internationaux à ces pays se traduit par l'implantation de filiales des grandes banques sur leur territoire. Début 1978, on comptait entre 60 et 70 banques étrangères à Séoul. Même l'Espagne, traditionnellement fermée aux banques étrangères s'ouvre désormais à elles: dix ont été autorisées à s'implanter dans ce pays en 1979, cinq le sont pour 1980<sup>(39)</sup>.

Cette évolution dans la structure du financement externe des pays semi-industrialisés explique en grande partie l'alourdissement de leur dette extérieure, une dette qui, en représentant une part du PNB souvent supérieure à 15%, pèse particulièrement sur certains d'entre eux comme le Portugal, la Turquie ou le Brésil et renforce les liens avec économies développées.

c) Il va sans dire que si on se situe au niveau des flux de technologie, le renforcement des liens entre les économies semi-industrialisées et les centres développés est encore plus manifeste. Désormais, les liens technologiques tendent eux aussi à prolonger les participations étrangères en nette diminution.

On connaît à travers les travaux de C. Vaitsos et de J. Katz<sup>(40)</sup>, l'importance de la technologie américaine dans l'industrialisation de l'Argentine, du Brésil et du Mexique; ceci malgré l'adoption de mesures tendant à sélectionner les importations de technologies et à établir des plans scientifiques et techniques.

---

<sup>(38)</sup> C. COURLET «L'Espagne» op. cit.

<sup>(39)</sup> C. COURLET, op. cit.

<sup>(40)</sup> Pour une présentation sommaire de ces travaux, voir P. JUDET et J. PERRIN, «Transfert de technologie et développement, problématique économique» Librairie Technique, Paris 1977.

Plus près de nous et peut-être de manière encore plus brutale, les économies semi-industrialisées du Bassin Méditerranéen ont également développé leurs achats de technologies aux pays industrialisés. L'Espagne a, entre 1964 et 1976, multiplié par 8 ses achats et son déficit en technologie<sup>(41)</sup>, la Turquie a multiplié par 10, sur la même période ses achats de licences d'exploitation<sup>(42)</sup>. En trois ans (1975/76/77), près de 1500 brevets d'invention étrangers ont été déposés en Egypte<sup>(43)</sup>.

Ce développement des achats de technologie se traduit par un renforcement du courant des techniques et des compétences qui liaient déjà ces pays aux économies industrialisées. Désormais, ces dernières destinent une part croissante de leur transferts de technologie en direction des pays en voie de développement aux économies semi-industrialisées. Ainsi, sur la période 1970/75, la Grande-Bretagne reçoit la moitié de ses recettes totales de technologie en provenance des pays en voie de développement de quatre pays semi-industrialisés: Inde, Mexique, Brésil et Espagne. De son côté, la R.F.A. concentre 40% de ses ventes de brevets, de licences, de marques en direction des pays en voie de développement sur l'Argentine, le Brésil, le Mexique et l'Espagne au cours de la période 1976/77.

## Conclusion

L'approche très rapide des économies «semi-industrialisées» que nous venons d'effectuer met en évidence, tout d'abord, des phénomènes contradictoires.

D'une part, si une base industrielle lourde se met largement en place, si les taux de croissance enregistrés ont été souvent spectaculaires, il n'en reste pas moins que ces économies supportent encore des déséquilibres importants: répartition inégale des revenus, des activités dans l'espace, faiblesse relative des industries de biens d'équipement, etc.

D'autre part, malgré les succès remportés dans le domaine des exportations de produits manufacturés, voire dans le domaine technologique, l'insertion de ces économies dans l'économie mondiale est marquée par un renforcement des liens financiers et technologiques, renforcement pouvant signifier dans bien des cas renouvellement des liens de dépendance.

Ces paradoxes justifient le concept de semi-industrialisation qui, malgré ses ambiguïtés correspond dans les pays considérés à une réalité bien tangible: celle d'économies qui abritent déjà un important potentiel industriel, encore déséquilibré et dépendant de l'extérieur, mais dont la structure sociale, souvent très inégalitaire et marquée par le sous-développement s'apparente davantage à celle des pays pauvres du Tiers-Monde qu'à celle des pays riches du monde occidental.

---

<sup>(41)</sup> C. COURLET, op. cit.

<sup>(42)</sup> Le Progrès Scientifique, n.º 194, mai-juin 1978.

<sup>(43)</sup> Le Progrès Scientifique, n.º 194, mai-juin 1978.

Ces paradoxes permettent aussi de mettre en évidence la véritable signification de la «semi-industrialisation» en renvoyant celle-ci à une double évolution.

1.<sup>o</sup>) La première est le développement des exportations de biens manufacturés à fort contenu en main d'oeuvre. Nous venons de voir quel a été le rôle joué par les industries manufacturières dans la transformation des économies concernées. Ces industries ont également joué un rôle croissant dans l'ouverture extérieure de ces pays. Parmi ces industries, celles à fort contenu en main d'oeuvre (textile, habillement, cuir, chaussures, bois, automobile etc.) tiennent une place importante, notamment en Asie du Sud-Est, en Égypte, au Portugal et en Grèce dans une certaine mesure. Cette tendance dépend des conditions particulières qu'offrent ces pays par rapport aux pays industrialisés. La logique qui prime à ce niveau est celle des avantages comparatifs, mise en évidence par Ricardo; la spécialisation relative de ces pays dans les industries légères est fonction du bas coût de leur main d'oeuvre: textile, cuir, habillement, chaussures, mais aussi plus récemment certains composants électroniques automobile où la concordance entre intense investissement étranger et fortes exportations peut relever à l'image de ce qui se passe en Espagne<sup>(44)</sup> d'une situation typique de sous-traitance internationale.

Le développement de ces industries de biens de consommation tend donc à être intégré de plus en plus à l'économie mondiale.

2.<sup>o</sup>) La deuxième évolution est la croissance du marché intérieur des économies «semi-industrialisées» qui permet le développement et l'affirmation d'un capitalisme national et offre aux firmes multinationales de nouveaux débouchés.

L'évolution rapide que nous avons notée a permis le développement d'un marché capitaliste du travail et donc d'une demande potentielle. Cette demande se développe avec la croissance du salariat qui, de plus en plus coupé par ailleurs de ses bases rurales, n'a plus les moyens de se reproduire de façon autonome.

Le marché intérieur en extension offre ainsi l'occasion à un capitalisme national de se développer et de se renforcer.

Nous pouvons dire, du moins pour certains pays (économies semi-industrialisées d'Amérique Latine, celles de l'Europe du Sud, Corée du Sud) que nous sommes en présence d'une bourgeoisie qui tend à devenir totalement capitaliste: présence d'une force de travail libre et reproduite de plus en plus dans le secteur capitaliste; contrôle direct des moyens de production; tendance à une plus grande maîtrise sur l'utilisation du surplus à l'intérieur d'un territoire délimité par l'Etat et le capital étranger.

En même temps, cet élargissement de la sphère capitaliste intérieure est le lieu privilégié du redéploiement des principales puissances industrielles et de leurs grandes firmes qui vont trouver là un espace pour investir et exporter dans le domaine des biens intermédiaires (exemple de la chimie en

---

<sup>(44)</sup> C. COURLET «L'économie espagnole et ses perspectives à la veille de son entrée dans la Communauté Economique Européenne» op. cit. p. 64.

Espagne) et des biens d'équipement, mais aussi dans celui des biens de consommation et de la technologie. La logique qui prévaut dans ce deuxième schéma d'évolution correspond à la reproduction des formations économiques et sociales «semi-industrialisées»: reproduction de la force de travail et reproduction d'une bourgeoisie nationale. Les activités qui sont le support de cette valorisation (interne) du capital national (privé et/ou étatique) et international, correspondent en fait au potentiel de la croissance du marché intérieur; les industries de biens intermédiaires (métallurgie et chimie notamment) y tiennent une place prépondérante.

Ainsi, au total, la croissance économique de ces économies «semi-industrialisées» apparaît comme scindée en deux niveaux, les grands secteurs d'activité participant principalement soit à l'un ou l'autre de ces niveaux (industries légères de biens de consommation, industries de biens intermédiaires) ou aux deux à la fois (automobile).

La premier niveau est de plus en plus intégré à l'économie mondiale. Le second a pour objet, au contraire, la reproduction du capitalisme dans les pays «semi-industrialisés», donc en dernier ressort, celle de l'économie capitaliste internationale à laquelle participent ces pays.

Cette analyse des pays semi-industrialisés pose, par ailleurs, la question de l'évolution de la structure globale. On peut se demander en effet si l'émergence de ces pays, sous l'action de l'Etat combinée partiellement ou totalement à celle des transnationales, ne signifie pas plus qu'une simple circulation du pouvoir (réalisation de gains nets au détriment de certains pays) et si elle n'est pas susceptible d'affecter profondément à terme la structure de l'économie mondiale dans la mesure où:

- en écartant progressivement le monde industriel du circuit commercial Sud-Sud, le plus souvent sans l'appui des multinationales, ces pays s'assurent peu à peu une certaine autonomie qui leur donne plus de poids dans la négociation et ouvrent de multiples brèches (même si celles-ci sont petites) dans le monopole si longtemps défendu des fournisseurs traditionnels;

- en privilégiant de plus en plus leur marché intérieur, ces nouveaux producteurs se présentent désormais comme de sérieux concurrents des régions industrialisées;

- l'importance des déséquilibres de tous ordres par ces pays, nécessite à terme une meilleure adaptation de la production aux besoins locaux et régionaux, adaptation qui peut conduire à une redéfinition de leur insertion dans l'économie mondiale et à une limitation de certains profits.

Dans la perspective d'apporter des éléments de réponse à cette question, l'analyse de la «semi-industrialisation» qui vient à la suite d'une série d'interrogations concernant l'analyse centre-périphérie (interrogations suscitées par notre étude des déséquilibres régionaux en Italie) conduit à nous écarter d'une conception théorique totalisante capable de rendre compte de la complexité des phénomènes de développement et de sous-développement. Désormais, nous sommes amenés d'une manière beaucoup plus modeste à prendre en compte les formes spécifiques que prennent à l'intérieur des économies «semi-industrialisées» le développement du capitalisme pour réintroduire ensuite celui-ci dans le mouvement d'ensemble (au niveau mondial) afin de mieux préciser les différentes interactions avec ce dernier.

Mai 1982